

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1312

[2009/201631]

19 MARS 2009. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 27 octobre 2008 entre la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 29 octobre 2008 entre la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées.

Art. 3. Le décret du 4 avril 1996 portant approbation de l'accord de coopération entre la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 928 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 mars 2009.

Discussion - Votes.

—————
Accord de coopération entre la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :

1^o parties contractantes : la Région wallonne et la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale;

2^o prestation : toute aide ou intervention accordée par l'une des parties contractantes dans le cadre de ses compétences en matière de politique des personnes handicapées;

3^o prise en charge prioritaire : pour la Commission communautaire française, les prises en charges visées aux articles 71 à 75 de l'arrêté 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées. Pour la Région wallonne, les prises en charge visées à l'article 29bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

4^o prestations collectives : les prestations accordées à des services, centres ou institutions agréé(e)s par l'une des parties contractantes dans le cadre de l'équipement et des infrastructures;

5^o prestations de services : les prestations accordées aux services, centres et institutions agréé(e)s par l'une des parties contractantes en vue de prendre en charge :

1. l'accueil ou l'hébergement, y compris dans le cadre d'une prise en charge prioritaire;

2. la mise au travail en entreprise de travail adapté;

3. la formation professionnelle de personnes handicapées.

Les prestations accordées dans le cadre d'un accueil ou d'un hébergement ne comprennent pas la part contributive versée par les personnes handicapées et fixée en vertu de la réglementation applicable au service, centre ou institution;

6^o prestations individuelles : les prestations accordées individuellement aux personnes handicapées, à l'exception de celles visées par les prestations de services.

Sont également visés :

- les indemnités, charges sociales, frais de déplacement et frais de séjour des personnes handicapées dans le cadre de la formation professionnelle en centre agréé;
- les interventions dans les salaires des personnes handicapées employées dans les entreprises publiques ou privées;
- l'indemnité versée dans le cadre d'un contrat d'adaptation professionnelle, ainsi que les charges sociales et frais de déplacement y afférents.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. Chaque partie contractante s'engage, dans les limites de ses compétences, à garantir le libre accès des personnes handicapées domiciliées sur le territoire de l'autre partie contractante, aux services, centres et institutions situés sur son territoire et relevant de sa compétence.

Le libre accès visé à l'alinéa 1^{er} est garanti tant par chacune des parties contractantes ou les organismes d'intérêt public qui en relèvent, que par les services, centres et institutions agréés par l'autre partie contractante et relevant de la compétence de celle-ci.

Art. 3. Chaque partie contractante ou l'organisme délégué par elle est compétent(e) pour statuer sur les demandes des personnes handicapées domiciliées sur son territoire et déterminer l'intervention la plus adéquate dans le respect du libre choix visé à l'article 2.

CHAPITRE III. — *Prise en charge des prestations*

Section 1^{re}. — Prestations individuelles

Art. 4. Chaque partie contractante décide et prend en charge les prestations individuelles accordées aux personnes handicapées domiciliées sur son territoire suivant les principes suivants :

- en ce qui concerne la Région wallonne, en vertu de la législation applicable sur le territoire de la région de langue française;
- en ce qui concerne la Commission communautaire française, en vertu de la législation applicable sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Section 2. — Prestations collectives

Art. 5. Chaque partie contractante décide et prend en charge les prestations collectives accordées aux services, centres et institutions situés sur son territoire suivant les principes suivants :

- en ce qui concerne la Région wallonne, en vertu de la législation applicable sur le territoire de la région de langue française;
- en ce qui concerne la Commission communautaire française, en vertu de la législation applicable sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. Chaque partie prend en charge les prestations collectives, indépendamment de la localisation du domicile des personnes handicapées qui y sont placées ou qui bénéficient de leur aide.

Section 3. — Prestations de services

Art. 7. Chaque partie contractante est compétente pour décider des prestations de service accordé(e)s aux personnes handicapées domiciliées sur son territoire et prestées par un service, un centre ou une institution établi(e) sur le territoire de l'autre partie contractante et qui relève de sa compétence.

Les prises en charge prioritaires sont limitées à un maximum de 15 par partie contractante. Toutefois, la commission de coopération visée à l'article 11 peut modifier ce maximum annuellement.

Art. 8. Chaque partie contractante prend en charge les prestations décidées par l'autre partie contractante conformément à l'article 7.

Toutefois, l'autre partie contractante rembourse à la partie contractante le coût des prestations effectuées en faveur des personnes handicapées domiciliées sur son territoire et relevant de sa compétence, selon les principes définis à l'article 9.

A la demande d'une partie contractante, l'autre partie contractante transmet toute information utile à l'exécution des décisions prévues aux deux alinéas précédents.

Art. 9. Chaque année, la commission de coopération visée à l'article 11 valide pour l'année qui précède, par type d'agrément, le nombre de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de chacune des parties contractantes et ayant bénéficié d'une prestation de l'autre partie contractante et sur cette base, le différentiel par type d'agrément est établi.

Le remboursement des prestations effectuées par une partie contractante au bénéfice de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de l'autre partie contractante s'effectue selon les dispositions suivantes :

- en ce qui concerne les prestations de services relatives à l'accueil et à l'hébergement, hors prises en charges prioritaires : lorsque le différentiel entre le nombre de personnes handicapées relevant de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et ayant bénéficié d'une prestation de service de la Région wallonne et le nombre de personnes handicapées relevant de la Région wallonne et ayant bénéficié d'une prestation de service de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale dépasse l'indice-pivot fixé ci-après par type d'agrément, la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale rembourse à la Région wallonne les prestations supplémentaires.

Dans le cas où ce différentiel est plus petit que zéro, la Région wallonne rembourse à la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale les prestations supplémentaires :

Types d'agrément	Indices-pivot
Service résidentiel pour jeunes/Centre d'hébergement enfants	53
Service résidentiel de nuit pour adultes/Centre d'hébergement adultes	12
Service résidentiel pour adultes (home occupationnel + home nursing)/Centre de jour + Centre d'hébergement adultes (prise en charge partagée)	239
Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables : Centre de jour pour enfants non scolarisables	19

— en ce qui concerne les prestations de services relatives à l'accueil et à l'hébergement, hors prises en charge prioritaires : lorsque le différentiel entre le nombre de personnes handicapées relevant de la Région wallonne et ayant bénéficié d'une prestation de service de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et le nombre de personnes handicapées relevant de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et ayant bénéficié d'une prestation de service de la Région wallonne dépasse l'indice-pivot fixé ci-après par type d'agrément, la Région wallonne rembourse à la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale les prestations supplémentaires.

Dans le cas où ce différentiel est plus petit que zéro, la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale rembourse à la Région wallonne les prestations supplémentaires :

Type d'agrément	Indice-pivot
Service d'accueil de jour pour jeunes/Centre de jour pour enfants scolarisés	133
Service d'accueil de jour pour adultes : Centre de jour pour adultes	31
Service de placement familial/Service d'accompagnement avec mission complémentaires placement familial	13

— en ce qui concerne les prestations de services relatives à la mise au travail en entreprise de travail adapté : lorsque le différentiel entre le nombre de personnes handicapées relevant de la Région wallonne et ayant bénéficié d'une prestation de service de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et le nombre de personnes handicapées relevant de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et ayant bénéficié d'une prestation de service de la Région wallonne dépasse l'indice-pivot fixé à 149, la Région wallonne rembourse à la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale les prestations supplémentaires.

Dans le cas où ce différentiel est plus petit que zéro, la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale rembourse à la Région wallonne les prestations supplémentaires.

— en ce qui concerne les prestations de services relatives à la formation professionnelle : lorsque le différentiel entre le nombre de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de chacune des parties contractantes et ayant bénéficié d'une prestation de l'autre partie contractante dépasse l'indice-pivot fixé à 10, les prestations supplémentaires sont remboursées.

En cas d'évolution des types d'agrément prévus par les réglementations respectives des parties contractantes, la commission de coopération visée à l'article 11 est habilitée, par type de prestations de services, à adapter la liste des types d'agrément et la ventilation des indices-pivots.

En ce qui concerne les prestations de services relatives à l'accueil et l'hébergement dans le cadre des prises en charge prioritaires, chaque partie contractante rembourse trimestriellement l'autre partie contractante sur base d'un relevé des coûts réels.

Art. 10. Le remboursement des prestations visées à l'article 8 s'effectue sur base de la réglementation applicable aux services, centres et institutions qui en dépendent.

Le calcul des sommes dues par les parties contractantes s'effectue selon les méthodes suivantes :

— en ce qui concerne les prestations de services relatives à l'accueil et à l'hébergement, hors prises en charge prioritaires et les prestations de services relatives à la mise au travail en entreprise de travail adapté : un prix moyen par personne est établi en divisant le montant des subsides octroyés autres que les prestations collectives, par le nombre de personnes handicapées en valeur équivalent temps plein, ayant eu accès aux services, centres ou institutions durant l'exercice concerné;

— en ce qui concerne les prestations de services relatives à la formation professionnelle : un prix moyen par personne est établi en multipliant le subside horaire par 1.824.

CHAPITRE IV. — *Coopération*

Art. 11. Il est créé une commission de coopération composée paritairement de huit membres, à raison de quatre membres désignés par chaque gouvernement des parties contractantes, dont au moins un fonctionnaire dirigeant des organismes compétents pour la politique des personnes handicapées et un représentant du Ministre qui a la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions.

Art. 12. La commission de coopération est chargée :

- de veiller à la bonne application du présent accord de coopération;
- déterminer les différentiels et les coûts réels visés à l'article 9;
- d'approuver les montants annuels éventuellement dus par chacune des parties contractantes, hormis en ce qui concerne les prises en charge prioritaires;
- d'assurer le suivi des décisions qu'elle prend;
- d'évaluer l'application du présent accord de coopération et, à cette fin, d'adresser un rapport aux Gouvernements respectifs, avant la fin de chaque période de validité de l'accord.

A défaut de consensus entre ses membres présents, la commission de coopération transmet les données utiles aux parties contractantes en leur faisant état des divergences.

En vue de favoriser l'amélioration des politiques d'accueil et d'aide aux personnes en situation de handicap, la commission est également chargée de réaliser annuellement un échange de toutes informations pertinentes (études, données statistiques, rapports annuels,...).

La commission de coopération se réunit à l'initiative de l'une des parties contractantes et au minimum une fois par an.

La commission de coopération arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation aux ministres respectifs.

Art. 13. Les parties contractantes s'informent mutuellement des décisions qu'elles prennent et qui sont susceptibles d'entraîner l'intervention financière de l'autre partie contractante, de tout problème lié à un placement dans l'un(e) de ses services, centres ou institutions, ainsi que des mesures qu'elles adoptent dans les différents domaines en faveur des personnes handicapées.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent accord est d'application du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2011.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, aucun montant n'est dû par aucune des parties contractantes pour les exercices 2003 à 2008 inclus.

Art. 15. Le présent accord de coopération peut être prorogé par décision du Gouvernement des parties contractantes, pour des périodes de trois années pleines.

Art. 16. La révision du présent accord de coopération peut être demandée à tout moment par chacune des parties contractantes.

Art. 17. Les litiges entre les parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord sont tranchés par la juridiction visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée.

Bruxelles, le 29 octobre 2008, en deux exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Pour la Commission Communautaire française :

Le Ministre-Président,
B. CEREXHE

La Ministre du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,
Mme Fr. DUPUIS

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1312

[2009/201631]

19 MAART 2009. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 27 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en het Waalse Gewest inzake het vrije verkeer van de gehandicapte personen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt ingestemd met het samenwerkingsakkoord gesloten op 27 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en het Waalse Gewest inzake het vrije verkeer van de gehandicapte personen.

Art. 3. Het decreet van 4 april 1996 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en het Waalse Gewest inzake het vrije verkeer van de gehandicapte personen is opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 928 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 maart 2009.

Bespreking - Stemmingen.

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad
en het Waalse Gewest inzake het vrije verkeer van de gehandicapte personen

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° contracterende partijen : het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad;

2° prestatie : elke hulp of tussenkomst verleend door één van de contracterende partijen in het raam van haar bevoegdheden inzake het gehandicapte personenbeleid;

3° prioritaire tenlasteneming : wat de Franse Gemeenschapscommissie betreft, de tenlastenemingen bedoeld in de artikelen 71 tot 75 van het besluit 2006/554 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de dagcentra en de huisvestingscentra voor gehandicapte personen. Wat het Waalse Gewest betreft, de tenlastenemingen bedoeld in artikel 29bis van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;

4° collectieve prestaties : de prestaties verleend aan de diensten, centra of instellingen erkend door één van de contracterende partijen in het raam van de uitrusting en de infrastructuur;

5° dienstenprestaties : de prestaties verleend aan de diensten, centra of instellingen erkend door één van de contracterende partijen met het oog op de tenlasteneming van :

1. het onthaal of de huisvesting, inclusief in het raam van een prioritaire tenlasteneming;

2. de tewerkstelling in een bedrijf voor aangepast werk;

3. de beroepsopleiding van gehandicapte personen.

De prestaties verleend in het raam van een onthaal of een huisvesting houden geen rekening met de bijdrage die gestort wordt door de gehandicapte personen en die vastgelegd is krachtens de regelgeving van toepassing op de dienst, het centrum of de instelling;

6° individuele prestaties : de prestaties die individueel verleend worden aan de gehandicapte personen, met uitzondering van degene die als dienstenprestaties beschouwd worden.

In aanmerking komen eveneens :

— de vergoedingen, sociale lasten, verplaatsings- en verblijfskosten van de gehandicapte personen in het raam van de beroepsopleiding in een erkend centrum;

— de tegemoetkomingen in de lonen van de gehandicapte personen tewerkgesteld in de openbare of privé ondernemingen;

— de vergoeding gestort in het raam van een beroepsaanpassingscontract, alsook de desbetreffende sociale lasten en verplaatsingskosten.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Elke contracterende partij verbindt zich ertoe, binnen de perken van haar bevoegdheden, vrije toegang tot de op haar grondgebied gevestigde en onder haar bevoegdheid ressorterende diensten, centra en instellingen te verlenen aan de gehandicapte personen die op het grondgebied van de andere contracterende partij woonachtig zijn.

De vrije toegang bedoeld in het eerste lid wordt gegarandeerd zowel door elk van de contracterende partijen of door de instellingen van openbaar nut die er onder ressorteren als door de diensten, centra of instellingen die door de andere contracterende partij erkend zijn en onder haar bevoegdheid ressorteren.

Art. 3. Elke contracterende partij of het door haar gedelegeerde orgaan is bevoegd om uitspraak te doen over de aanvragen van de gehandicapte personen die op haar grondgebied woonachtig zijn en om de meest geschikte tussenkomst te bepalen met inachtneming van de vrije keuze bedoeld in artikel 2.

HOOFDSTUK III. — *Tenlasteneming van de prestaties**Afdeling 1. — Individuele prestaties*

Art. 4. Elke contracterende partij beslist en neemt de individuele prestaties die aan de op hun grondgebied woonachtige gehandicapte personen verleend worden ten laste met inachtneming van de volgende beginselen :

— wat het Waalse Gewest betreft, krachtens de wetgeving die toepasselijk is op het grondgebied van het Franse taalgebied;

— wat de Franse Gemeenschapscommissie betreft, krachtens de wetgeving die toepasselijk is op het grondgebied van het tweetalige Gewest van Brussel-Hoofdstad.

Afdeling 2. — Collectieve prestaties

Art. 5. Elke contracterende partij beslist en neemt de collectieve prestaties die aan de op hun grondgebied gevestigde diensten, centra en instellingen verleend worden ten laste met inachtneming van de volgende beginselen :

— wat het Waalse Gewest betreft, krachtens de wetgeving die toepasselijk is op het grondgebied van het Franse taalgebied;

— wat de Franse Gemeenschapscommissie betreft, krachtens de wetgeving die toepasselijk is op het grondgebied van het tweetalige Gewest van Brussel-Hoofdstad.

Art. 6. Elke partij neemt de collectieve prestaties ten laste, ongeacht de woonplaats van de gehandicapte personen die er geplaatst worden of die hun hulp genieten.

Afdeling 3. — Dienstenprestaties

Art. 7. Elke contracterende partij is bevoegd om te beslissen over de dienstenprestaties verleend aan de op hun grondgebied woonachtige gehandicapte personen en verricht door een op het grondgebied van de andere contracterende partij gevestigde en onder haar bevoegdheid ressorterende dienst, centrum of instelling.

Per contracterende partij worden maximum 15 prioritaire tenlastenemingen toegelaten. Dat aantal kan evenwel gewijzigd worden door de samenwerkingscommissie bedoeld in artikel 11.

Art. 8. Elke contracterende partij neemt de prestaties waartoe de andere contracterende partij besloten heeft ten laste overeenkomstig artikel 7.

De andere contracterende partij betaalt de prijs van de prestaties verricht ten gunste van de gehandicapte partijen die op haar grondgebied woonachtig zijn en onder haar bevoegdheid ressorteren evenwel aan de contracterende partij terug volgens de beginselen die in artikel 9 vastliggen.

Op verzoek van een contracterende partij verstrekt de andere partij alle gegevens die nuttig zijn voor de uitvoering van de beslissingen bedoeld in de vorige twee leden.

Art. 9. De samenwerkingscommissie bedoeld in artikel 11 valideert elk jaar voor het vorige jaar per type erkenning het aantal gehandicapte personen die woonachtig zijn op het grondgebied van elke contracterende partij en die een prestatie van de andere contracterende partij hebben genoten. Het verschil per type erkenning wordt op die basis vastgelegd.

De prestaties verricht door een contracterende partij ten gunste van gehandicapte partijen die op het grondgebied van de andere contracterende partij woonachtig zijn worden terugbetaald als volgt :

— wat betreft de dienstenprestaties i.v.m. onthaal en huisvesting, excl. prioritaire tenlastenemingen : wanneer het verschil tussen het aantal gehandicapte personen die onder de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad ressorteren en een dienstenprestatie van het Waalse Gewest hebben genoten en het aantal gehandicapte personen die onder het Waalse Gewest ressorteren en een dienstenprestatie van de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad hebben genoten, de hierna per type erkenning vastgelegde spilindex overschrijdt, betaalt de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad de bijkomende prestaties aan het Waalse Gewest terug.

Indien dat verschil kleiner is dan nul, betaalt het Waalse Gewest de bijkomende prestaties aan de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad terug :

Type erkenning	Spilindex
Residentiële dienst voor jongeren/Huisvestingscentrum voor kinderen	53
Residentiële nachtdienst voor volwassenen/Huisvestingscentrum voor volwassenen	12
Residentiële nachtdienst voor volwassenen (bezigheidstehuis + nursingtehuis)/Dagcentrum + Huisvestingscentrum voor volwassenen (gedeelde tenlasteneming)	239
Dagonthaaldienst voor niet leerplichtige kinderen Dagcentrum voor niet leerplichtige kinderen	19

— wat betreft de dienstenprestaties i.v.m. onthaal en huisvesting, excl. prioritaire tenlastenemingen : wanneer het verschil tussen het aantal gehandicapte personen die onder het Waalse Gewest ressorteren en een dienstenprestatie van de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad hebben genoten en het aantal gehandicapte personen die onder de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad ressorteren en een dienstenprestatie van het Waalse Gewest hebben genoten, de hierna per type erkenning vastgelegde spilindex overschrijdt, betaalt het Waalse Gewest de bijkomende prestaties aan de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad terug.

Indien dat verschil kleiner is dan nul, betaalt de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad de bijkomende prestaties aan het Waalse Gewest terug :

Type erkenning	Spilindex
Dagonthaaldienst voor jongeren/Dagcentrum voor geschoolde kinderen	133
Dagonthaaldienst voor volwassenen : Dagcentrum voor volwassenen	31
Dienst voor plaatsing in gezinnen/Begeleidingsdienst met bijkomende opdracht plaatsing in gezinnen	13

— wat betreft de dienstenprestaties i.v.m. tewerkstelling in een bedrijf voor aangepast werk : wanneer het verschil tussen het aantal gehandicapte personen die onder het Waalse Gewest ressorteren en een dienstprestatie van de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad hebben genoten en het aantal gehandicapte personen die onder de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad ressorteren en een dienstprestatie van het Waalse Gewest hebben genoten, de op 149 vastgelegde spilindex overschrijdt, betaalt het Waalse Gewest de bijkomende prestaties aan de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad terug.

Indien dat verschil kleiner is dan nul, betaalt de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad de bijkomende prestaties aan het Waalse Gewest terug :

— wat betreft de dienstenprestaties i.v.m. beroepsopleiding : wanneer het verschil tussen het aantal gehandicapte personen die woonachtig zijn op het grondgebied van elke contracterende partij en die een prestatie van de andere contracterende partij hebben genoten de op 10 vastgelegde spilindex overschrijdt, worden de prestaties terugbetaald.

In geval van evolutie van de types erkenning waarin de respectieve regelgevingen van de contracterende partijen voorzien, mag de in artikel 11 bedoelde samenwerkingscommissie de lijst van de types erkenning en de verdeling van de spilindexen per type dienstenprestaties aanpassen :

— wat betreft de dienstenprestaties i.v.m. onthaal en huisvesting in het raam van de prioritaire tenlastenemingen, betaalt elke contracterende partij de andere contracterende partij om de drie maanden terug op grond van een overzicht van de reële kosten.

Art. 10. De prestaties bedoeld in artikel 8 worden terugbetaald op basis van de regelgeving toepasselijk op de diensten, centra en instellingen die er onder ressorteren.

De door de contracterende partijen verschuldigde sommen worden terugbetaald als volgt :

— wat betreft de dienstenprestaties i.v.m. onthaal en huisvesting, excl. prioritaire tenlastenemingen, en de dienstenprestaties i.v.m. tewerkstelling in een bedrijf voor aangepast werk : er wordt een gemiddelde prijs per persoon vastgelegd na deling van het bedrag van de toegekende subsidies (geen collectieve prestaties) door het aantal gehandicapte personen (voltijds equivalent) die in de loop van bedoeld boekjaar toegang gehad hebben tot de diensten, centra of instellingen :

— wat betreft de dienstenprestaties i.v.m. beroepsopleiding : er wordt een gemiddelde prijs per persoon vastgelegd na vermenigvuldiging van de uursubsidie met 1.824.

HOOFDSTUK IV. — *Samenwerking*

Art. 11. Er wordt een samenwerkingscommissie opgericht. Ze is paritair samengesteld uit acht leden, met name vier leden aangewezen door elke Regering van de contracterende partijen, onder wie minstens één leidend ambtenaar van de organen bevoegd voor het gehandicaptenbeleid en één vertegenwoordiger van de Minister die voor het Gehandicaptenbeleid bevoegd is.

Art. 12. De samenwerkingscommissie heeft de volgende opdrachten :

- toezien op de goede toepassing van dit samenwerkingsakkoord;
- de in artikel 9 bedoelde verschillen en reële kosten bepalen;
- de door elke contracterende partij eventueel verschuldigde jaarlijkse bedragen goedkeuren, behalve wat de prioritaire tenlastenemingen betreft;
- zorgen voor de opvolging van de beslissingen die ze neemt;
- de toepassing van dit samenwerkingsakkoord evalueren en daartoe voor het einde van elke geldigheidsperiode van het akkoord een rapport aan de respectieve regeringen overleggen.

Bij gebrek aan consensus tussen haar aanwezige leden maakt de samenwerkingscommissie de nuttige gegevens aan de contracterende partijen over en geeft ze hen kennis van de meningsverschillen.

Met het oog op een beter beleid inzake onthaal van en steunverlening aan de gehandicapte personen, zal de commissie bovendien jaarlijks zorgen voor de uitwisseling van alle relevante informatie (studies, statistische gegevens, jaarverslagen,...).

De samenwerkingscommissie vergadert op initiatief van één van de contracterende partijen en minstens één keer per jaar.

De samenwerkingscommissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de betrokken ministers over.

Art. 13. De contracterende partijen informeren wederzijds naar de beslissingen die ze nemen en die aanleiding kunnen geven tot de financiële tegemoetkoming van de andere contracterende partij, naar elk probleem i.v.m. een plaatsing in één van haar diensten, centra of instellingen, alsook naar de maatregelen die ze op de verschillende gebieden ten gunste van de gehandicapte personen aannemen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit akkoord is van toepassing tussen 1 januari 2003 en 31 december 2011.

In afwijking van het eerste lid zijn de contracterende partijen geen bedrag verschuldigd voor de boekjaren 2003 tot en met 2008.

Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord kan bij beslissing van de Regering van de contracterende partijen verlengd worden met periodes van drie volle jaren.

Art. 16. De herziening van dit samenwerkingsakkoord kan altijd door elk van de contracterende partijen gevraagd worden.

Art. 17. De geschillen tussen de contracterende partijen i.v.m. de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord worden beslecht door de rechtbank bedoeld in artikel 92bis, §§ 5 en 6, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd.

Brussel, op 29 oktober 2008, in twee originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
B. CEREXHE

De Minister belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,
Mevr. Fr. DUPUIS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1313

[2009/201591]

19 MARS 2009. — Décret modifiant, en ce qui concerne le champ d'application, le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle, les mots " , en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle " sont abrogés.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même décret, les mots " à l'article 127, § 1^{er} " sont remplacés par les mots " aux articles 127, § 1^{er} et 128, § 1^{er} ".

Art. 3. Dans l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

"1^o la discrimination directe ou indirecte fondée sur la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique;"

b) l'article est complété par un 3^o rédigé comme suit :

"3^o la discrimination directe ou indirecte fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale."

Art. 4. L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Art. 5. § 1^{er}. Dans le respect des compétences exercées par la Région, le présent décret s'applique à toutes les personnes, tant pour le secteur public que pour le secteur privé, y compris les organismes publics en ce qui concerne :

1^o la protection sociale, y compris les soins de santé;

2^o les avantages sociaux;

3^o l'orientation professionnelle;

4^o l'insertion socioprofessionnelle;

5^o le placement des travailleurs;

6^o l'octroi d'aides à la promotion de l'emploi;

7^o l'octroi d'aides et de primes à l'emploi, ainsi que d'incitants financiers aux entreprises, dans le cadre de la politique économique, en ce compris l'économie sociale;

8^o la formation professionnelle, y compris la validation des compétences;

9^o la fourniture des biens et services qui sont à la disposition du public indépendamment de la personne concernée et qui sont offerts en dehors de la sphère de la vie privée et familiale, ainsi qu'aux transactions qui se déroulent dans ce cadre, y compris en matière de logement;

10^o l'accès, la participation et tout autre exercice d'une activité économique, sociale, culturelle ou politique accessible au public.

§ 2. Le présent décret s'applique aux relations statutaires de travail qui se nouent au sein :

1^o des services du Gouvernement wallon;

2^o des personnes morales de droit public qui dépendent de la Région;

3^o des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de provinces, des associations de communes, des régies provinciales autonomes et des régies communales autonomes;

4^o des Centres publics d'Action sociale et des associations créées par les Centres publics d'Action sociale."

Art. 5. L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Art 7. § 1^{er}. Toute distinction directe fondée sur l'un des critères protégés visé à l'article 3, 1^o et 2^o, à l'exception de la nationalité, constitue une discrimination.